



Charte  
environnementale

**Le Commerce  
du Bois**



ATTESTATION DE CONFORMITE



## ATTESTATION DE CONFORMITE A LA PROCEDURE DE DILIGENCE RAISONNEE DE LCB

L'association Le Commerce du Bois, organisation de contrôle reconnue officiellement au titre du RBUE, au vu de l'audit du 06/07/2016, réalisé par un organisme d'audit tierce partie indépendant, atteste que la Société :

### **ROUGIER SYLVACO PANNEAUX**

155 Avenue de La Rochelle  
79028 NIORT

applique de manière satisfaisante le système de Diligence Raisonnée proposé par Le Commerce du Bois, et validé par la Commission Européenne en janvier 2015.

**L'attestation est valable à compter du 1er septembre 2016**

Sa validité est à renouveler tous les ans. Vérifier la validité de l'attestation sur le site [www.lecommercedubois.org/developpement-durable.php](http://www.lecommercedubois.org/developpement-durable.php) ou en nous contactant directement.

Fait à Paris, le 01/09/2016

Eric BOILLEY  
Directeur  
*Le Commerce du Bois*

Tour Maine Montparnasse - 33 av du Maine -75755 PARIS Cedex 15  
Tél : 01 44 75 58 58 - Fax : 01 44 75 54 00  
mel : [achat-responsable@lecommercedubois.fr](mailto:achat-responsable@lecommercedubois.fr)  
web : [www.lecommercedubois.fr](http://www.lecommercedubois.fr)  
Code APE : 913 E – N° SIRET : 429 757 099 00024



- 1. Cette attestation de conformité ne dégage en aucune mesure les opérateurs de la responsabilité de réduction des risques d'illégalité, imposée par le RBUE depuis le 3 mars 2013.*
- 2. Cette attestation a été délivrée suite à un contrôle d'un organisme d'audit, tierce-partie indépendante, validant la mise en place de la procédure de Diligence Raisonnée de LCB, organisation de contrôle du RBUE en France. Effectuée sur un échantillon de contrats, elle valide la bonne compréhension de la procédure, et sa bonne application lors de l'audit, sur l'échantillon en question.*
- 3. L'Opérateur reste l'unique responsable de ses achats de bois provenant hors de l'UE. En cas de transaction illégale, l'Opérateur demeure la seule entité sur laquelle pourra peser une sanction de la part des autorités compétentes.*